



# Fédération

Travail, Emploi et

Formation Professionnelle



## Fonction publique : toutes et tous en grève le 26 janvier !

La politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des travailleurs de la fonction publique d'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière aboutit à une baisse incessante de leurs revenus.

Le gel du point d'indice depuis juillet 2010 dans la fonction publique est particulièrement inacceptable, tout comme le sont la stagnation du SMIC dans le secteur privé, le gel des retraites et des prestations sociales.

De plus, les réductions des effectifs et la réforme territoriale impactent négativement nombre de travailleurs de la fonction publique et restreignent encore l'accès des usagers aux services publics et en dégradent la qualité.

Pour le ministère du travail, c'est 192 ETP dont il est prévu la suppression en 2016 ; en 2015 c'était 150 ; en 2014 c'était 137. C'est donc près de 500 ETP qui auront été supprimés en 3 ans dans notre ministère qui ne comptera plus que 9703 ETP.

**Cela ne peut plus durer ! La CNT appelle tou-te-s les travailleur-se-s de la fonction publique à se mettre en grève le mardi 26 janvier 2016 sur les bases suivantes :**

- Revalorisation immédiate du point d'indice ;
- Réduction des inégalités salariales par une augmentation du point d'indice inversement proportionnelle au niveau du salaire. L'augmentation du point d'indice doit être plus forte pour les bas salaires ;
- L'augmentation des salaires doit nécessairement se conjuguer avec un relèvement en parallèle des minima sociaux, des contrats précaires, des contrats d'apprentissage, des indemnités chômage et des retraites ;
- Intégration des primes dans le salaire fixe (et donc la suppression de la RIFSEEP) pour mettre fin à la mise en concurrence perpétuelle des travailleurs, leurs divisions et augmenter leur retraite ;
- Titularisation des personnels précaires ;
- Création d'emplois statutaires et financement des services à la hauteur des besoins pour permettre d'assurer un service public de qualité et de proximité.

Notre organisation ne pense pas qu'une seule journée de grève et de mobilisation suffira à faire entendre raison à notre patron, l'État. Ce dernier est engagé, comme les autres patrons, dans une incessante bataille pour réduire, non seulement les salaires, mais aussi les droits des travailleurs du privé comme du public. Pour nous, cette mobilisation pour être réellement efficace, devra s'amplifier et se durcir.

Avec les patrons, avec l'État-patron, le dialogue social est une mascarade, ils ne comprennent que le rapport de force. A nous de le construire !

**Au-delà des revendications immédiates, la CNT lutte l'abolition de toutes les hiérarchies salariales et la construction d'une société fondée sur la répartition égalitaire des richesses et l'autogestion.**